



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté
Unité Départementale de la Côte d'Or**

Dijon, le 22 septembre 2020

**Arrêté N° 977
mettant en demeure la société BERICAP Eiffel, à Longvic
de régulariser sa situation administrative au regard de la réglementation
applicable aux produits et équipements à risques.**

Le préfet de la Côte d'Or,

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V ;

Vu les articles L.171-1 à L.172-17 du code de l'environnement ;

Vu l'article L.557-28 du code de l'environnement qui dispose : « *En raison de leurs risques spécifiques, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes :*

1° La déclaration de mise en service ;

2° Le contrôle de mise en service ;

3° L'inspection périodique ;

4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ;

5° Le contrôle après réparation ou modification. » ;

Vu l'article L.557-29 du code de l'environnement qui dispose : « *L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.* » ;

Vu l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

Vu l'article L.557-53 du Code de l'environnement qui dispose : « *Les mises en demeure, les mesures conservatoires et les mesures d'urgence mentionnées à l'article L.171-7 et au I de l'article L.171-8 peuvent, au regard des manquements constatés au présent chapitre et aux textes pris pour son application, porter sur la mise en conformité, le rappel ou le retrait de tous les produits et équipements présentant une ou plusieurs non-conformités ou pouvant présenter les mêmes non-conformités que celles constatées ou suspectées, notamment les produits ou les équipements provenant des mêmes lots de fabrication.* » ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 27 août 2020 faisant suite à la visite sur le site de BERICAP Eiffel à Longvic du 26 août 2020 ;

Vu le courrier de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté du 27 août 2020 invitant l'exploitant à faire part de ses observations sur le rapport susmentionné, conformément à l'article L171-6 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 3 septembre 2020, réceptionné le 8 septembre, par lequel le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été communiqué à l'exploitant, dans le cadre de la procédure contradictoire avant décision ;

Vu le courrier du 11 septembre 2020 par lequel M. Jean-Jacques ALEXIS, gérant de la société BERICAP Eiffel, fait part de ses remarques sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis, et propose un échéancier de réalisation de travaux ;

CONSIDERANT que la société BERICAP Eiffel exploite sur le site de Longvic des appareils à pression visés par l'article L.557-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que lors de leur visite sur site du 26 août 2020, les inspecteurs de l'environnement ont constaté que différents appareils à pression n'ont pas fait l'objet des opérations de contrôle prévues par l'article L.557-28 du code de l'environnement.

- L'ensemble du parc d'équipements sous pression est en retard d'inspection périodique.
- Les 12 équipements sous pression mentionnés dans le rapport de visite sont en retard de requalification périodique.
- Les 86 équipements mentionnés dans le rapport de visite du 27 août 2020 susvisé n'ont pas fait l'objet d'une déclaration de mise en service.

CONSIDERANT que lors de leur visite sur site du 26 août 2020, les inspecteurs de l'environnement ont constaté que :

- le personnel chargé de l'exploitation des équipements soumis à déclaration et contrôle de mise en service n'est pas formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant, conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 ;
- l'exploitant ne dispose pas d'un dossier d'exploitation pour ses équipements fixes conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 §I du code de l'environnement en mettant en demeure la société BERICAP Eiffel de respecter les dispositions du chapitre VII « Produits et équipements à risques » issu du titre V, livre V du code de l'environnement.

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société BERICAP Eiffel est mise en demeure de régulariser la situation de son établissement situé 1 Boulevard Eiffel à Longvic (21600), au regard de la réglementation applicable aux équipements sous pression.

À cette fin, l'exploitant doit :

- **sous trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, présenter une liste complète des équipements sous pression fixes, réaliser les déclarations de mise en service pour les équipements y étant assujettis, et reconnaître le personnel apte à la conduite des équipements soumis à déclaration et contrôle de mise en service (cf. articles 5, 6, 7 et 9 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017) ;
- **sous six mois** à compter de la notification du présent arrêté, mettre en conformité les 12 équipements en retard de requalification périodique et listés dans le rapport de visite du 27 août 2020 ;
- **sous neuf mois** à compter de la notification du présent arrêté, mettre en conformité l'ensemble du parc d'équipements sous pression.

Article 2 :

La Société BERICAP Eiffel transmet, au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les pièces justifiant de la réalisation des actions de régularisation décrites à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3 - Sanctions

En cas de non-exécution de la présente mise en demeure, il peut être fait application de sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-8 et L.557-60 du code de l'environnement.

Article 4 – Notification et publicité :

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Voies et délais de recours :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 – Exécution :

M. le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Longvic et à la société BERICAP Eiffel.

Fait à DIJON, le 22 septembre 2020

Le Préfet,
Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire Général,

Original signé :
Christophe MAROT.